

AS/Ega/Inf (2022) 27 11 octobre 2022 Original : anglais

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Déni des libertés des femmes et répression des manifestations pour les droits des femmes en Iran — une action politique urgente est nécessaire

Déclaration adoptée par la commission lors de sa réunion à Strasbourg le 11 octobre 2022.

Déni des libertés des femmes et répression des manifestations pour les droits des femmes en Iran - une action politique urgente est nécessaire

La commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire condamne la répression et le déni des droits des femmes et des filles iraniennes, et appelle à mettre fin à la réponse violente de l'Etat au soulèvement. Elle déclare son soutien et sa solidarité avec les personnes courageuses d'Iran qui sont descendues dans la rue pour revendiquer leurs droits et leurs libertés malgré les risques.

La mort de Mahsa Amini à la suite de son arrestation a déclenché des manifestations de colère dans tout le pays, réclamant plus de droits et un meilleur avenir sous le slogan « Femmes, vie, liberté ». Ces appels, cependant, n'ont pas été entendus. Au contraire, ils ont été violemment réprimés, entraînant davantage de morts, d'arrestations et de disparitions. Les nouvelles de ces incidents se sont répandues sur toute la planète et montrent à quel point il est dangereux d'être une femme ou une fille en Iran aujourd'hui. Les dirigeant-e-s européen-ne-s doivent unir leurs forces pour dénoncer et combattre ces menaces inacceptables pour la vie des femmes et les violations de leurs libertés.

Mahsa Amini n'est morte que parce qu'elle portait des vêtements jugés inappropriés. D'autres femmes comme Hadis Najafi et Nika Shakarami ne sont pas restées silencieuses et ont été tuées pour avoir protesté contre sa mort. Cette répression brutale et inhumaine de manifestations légitimes a renforcé la soif de liberté, de justice et d'égalité des femmes iraniennes.

Les femmes et les filles d'Iran sont le moteur des protestations. Nous ne devons pas les laisser seules. En tant que parlementaires, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider, non seulement en faisant preuve de solidarité et en sensibilisant à la situation en Iran, mais aussi par des actions concrètes. Le dialogue avec les femmes opprimées en Iran doit être établi, renforcé et maintenu, et nous devons veiller à ce qu'une aide ciblée soit fournie.